

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-19 du 14 mai 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce révoque certaines licences d'exportation vers Huawei
2. L'administration publie les règles d'application définitives du crédit d'impôt à l'achat de véhicules propres prévu par l'IRA
3. Un groupe bipartisan au Congrès dévoile une stratégie pour revitaliser l'industrie navale américaine

Climat – énergie – environnement

4. Le Département d'Etat publie un guide à l'intention des décideurs de tous pays concernant la filière de capture et de séquestration du carbone
5. L'administration Biden annonce l'octroi de 3 Md\$ pour le remplacement des conduites d'eau en plomb
6. L'EPA publie son règlement visant à réduire les émissions de méthane et à renforcer la déclaration des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur pétrolier et gazier
7. Le Département d'Etat salue la signature d'accords pour des projets en République d'Angola, dans le cadre du Partenariat pour les infrastructures et l'investissement mondiaux

Transport et infrastructure

8. Le Secrétaire aux Transports présente sa proposition de budget 2025 devant les commissions du Congrès
9. Le Département du Trésor publie la version révisée du modèle de calcul d'émissions de gaz à effets de serre GREET pour les carburants d'aviation durable

Industrie

10. La Semiconductor Industry Association (SIA) publie un rapport qui souligne la réussite du CHIPS and Sciences Act
11. Polar Semiconductor obtient 120M \$ dans le cadre du CHIPS Act

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. Les Etats-Unis rejettent le mémoire mexicain dans le cadre du panel USMCA concernant le maïs OGM

Numérique et innovation

13. Le Colorado a adopté une loi réglementant l'utilisation de l'IA dans le secteur privé
14. TikTok conteste la loi forçant ByteDance à céder ses participations dans l'entreprise sous peine d'interdiction

15. Le président Biden a annoncé un investissement de 3,3 Md\$ par Microsoft pour construire un « data center »

Propriété Intellectuelle

16. L'USPTO publie une stratégie nationale pour une innovation inclusive

17. Consultation publique de l'USPTO sur l'impact de l'IA en matière de brevets

18. Campagne pour la défense de la loi Bayh-Dole, loi historique américaine donnant le pouvoir aux universités de gérer les transferts de technologie avec le secteur privé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Département du Commerce révoque certaines licences d'exportation vers Huawei

Selon des informations [publiées](#) le 8 mai par le *Financial Times*, le Département du Commerce aurait révoqué certaines licences permettant jusqu'à présent aux groupes américains Intel et Qualcomm d'exporter vers l'équipementier chinois Huawei des semiconducteurs nécessaires à la fabrication d'ordinateurs et de téléphones portables. Dans une déclaration au *Financial Times*, le Département du Commerce a reconnu la révocation de certaines licences d'exportation vers Huawei, sans toutefois préciser quelles entreprises américaines seraient concernées.

Cette décision intervient alors que le sénateur M. Rubio (R-Floride) et la représentante E. Stefanik (R-New York), avaient [adressé](#) le mois dernier une lettre à la Secrétaire au Commerce G. Raimondo l'enjoignant à révoquer les licences d'exportation vers Huawei actuellement en vigueur. Le Département du Commerce avait également lancé en septembre 2023 une enquête concernant une potentielle violation du dispositif du contrôle-export américain par Huawei dans le cadre de la conception de son dernier smartphone, le Mate 60 Pro [voir [Brèves sectorielles du 15 septembre 2023](#)].

2. L'administration publie les règles d'application du crédit d'impôt à l'achat de véhicules propres prévu par l'IRA

Les Départements américains du Trésor et de l'Energie ont publié le 7 mai les lignes directrices définitives de mise en œuvre des dispositions relatives aux minéraux critiques et aux composants de batteries du dispositif de crédit d'impôt à l'achat de véhicule propre, prévu par l'Inflation Reduction Act (IRA). Ces publications viennent compléter les lignes directrices provisoires publiées et soumises à commentaires publics par le Département du Trésor en avril 2023 [voir [Brèves sectorielles du 7 avril 2023](#)] et par les Départements du Trésor et de l'Energie en décembre 2023 [voir [Brèves sectorielles du 8 décembre 2023](#)].

Les lignes directrices définitives [publiées](#) par le Département du Trésor prévoient notamment une nouvelle méthode de calcul pour déterminer si un modèle de véhicule remplit les exigences prévues par la loi en matière d'origine des minéraux critiques entrant dans la composition de sa batterie, en exigeant que les producteurs tracent entièrement toute valeur ajoutée issue des activités d'extraction, de raffinage ou de recyclage au sein de chaque chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques. Les lignes directrices définitives précisent également que le graphite contenu dans les anodes des batteries pourra être exempté des règles de traçabilité les plus contraignantes jusqu'en 2027. Elles confirment en outre que l'accord sur les minéraux critiques conclu en mars 2023 entre les

Etats-Unis et le Japon pourra être considéré comme un accord de libre-échange (ALE) au sens de l'IRA.

Les lignes directrices définitives [publiées](#) par le Département de l'Energie explicitent les termes associés à la définition des « entités étrangères préoccupantes » (*foreign entities of concern*, FEOC), l'IRA prévoyant que l'utilisation de composants de batteries et de minéraux critiques issus de ces entités remette en cause l'éligibilité d'un véhicule au crédit d'impôt. Le document explicite ainsi les termes « gouvernement d'un pays étranger », « entité étrangère », « soumis à la juridiction » et « détenu par, contrôlé par, ou soumis à la direction », conservant en cela l'approche utilisée dans les propositions de lignes directrices de décembre dernier.

Plusieurs représentants ont manifesté leur opposition au contenu de ces règles. Le nouveau président de la Commission spéciale sur le parti communiste chinois à la Chambre, John Moolenaar (R – Michigan) a ainsi [déclaré](#) qu'« au lieu de promouvoir les chaînes d'approvisionnement américaines ou la résilience collective avec nos alliés et partenaires, ces règles renfor[çaient] notre dangereuse dépendance à l'égard de la Chine ». Le président de la commission des Voies et des Moyens à la Chambre, Jason Smith (R-Missouri) a quant à lui [estimé](#) que les lignes directrices « contrev[enaient] à l'IRA en autorisant les fabricants de batteries à s'approvisionner en minéraux critiques auprès de pays qui n'ont pas conclu d'accords de libre-échange avec les États-Unis ».

3. Un groupe bipartisan au Congrès dévoile une stratégie pour revitaliser l'industrie navale

Un groupe bipartisan composé des représentants M. Waltz (R-Floride) et J. Garamendi (D-Californie), ainsi que des sénateurs M. Rubio (R-Floride) et M. Kelly (D-Arizona), a [publié](#) le 30 avril un rapport présentant une stratégie pour revitaliser l'industrie navale américaine. La publication de ce rapport intervient alors que le Bureau de la Représentante américaine au Commerce a récemment ouvert une enquête sur l'industrie maritime chinoise [voir [Brèves sectorielles du 19 avril 2024](#)], à la suite d'une demande exprimée en ce sens par plusieurs syndicats américains dénonçant les pratiques déloyales de la Chine dans ce secteur [voir [Brèves sectorielles du 15 mars 2024](#)].

Le rapport formule une série de recommandations pour le Congrès afin de restructurer l'industrie navale américaine, fustigeant des « décennies de négligence de la part du gouvernement américain et de l'industrie privée » et soulignant le fait que « la Chine est devenue la plus grande nation de construction navale et de transport maritime au monde ». Le rapport note en effet que la capacité de construction navale de la Chine est aujourd'hui 230 fois supérieure à celle des Etats-Unis dans ce secteur, qui emploie 153 000 travailleurs aux Etats-Unis contre 600 000 en Chine.

Dans ce contexte, les auteurs préconisent entre autres d'attirer les investissements privés pour l'industrie navale et le transport

maritime américains tout en restreignant les flux financiers vers le secteur de la construction navale en Chine. Ils recommandent en outre de renforcer la main d'œuvre dans le domaine maritime américain en s'appuyant sur le Jones Act, une législation américaine requérant que les marchandises expédiées entre les ports américains soient transportées sur des navires construits, détenus et exploités par des citoyens américains. Enfin, le rapport suggère de mettre en place de nouveaux programmes en s'appuyant des incitations fiscales, des subventions d'exploitation et des financements fédéraux.

Brèves

- Le 7 mai, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#), en coordination avec le Royaume-Uni et l'Australie, un dirigeant du groupe cybercriminel russe LockBit.
- Le 9 mai, le Département américain du Commerce a [ajouté](#) 37 entreprises chinoises sur sa liste de restrictions aux exportations (« Entity List »). 22 entités ont été identifiées comme contribuant au développement des technologies quantiques en Chine, 4 entités ont été ajoutées pour avoir cherché à acquérir des biens américains au profit de l'armée chinoise et 11 entités pour leur participation au programme de ballons en haute altitude chinois, un an après l'affaire du ballon chinois ayant survolé le ciel américain en février 2023 [voir [Brèves sectorielles du 17 février 2023](#)]

Climat – énergie – environnement

4. Le Département d'Etat publie un guide à l'intention des décideurs de tous pays concernant la filière de capture et de séquestration du carbone

Le 30 avril, le Département d'Etat américain (DoS), a [informé](#) de la publication de son guide intitulé « *Captage, utilisation et stockage du carbone : manuel à l'intention des décideurs* ».

Parrainé par le Bureau des ressources énergétiques (ENR) du DoS et élaboré par le programme de développement du droit commercial (CLDP) du Département du Commerce, ce guide a pour but de permettre aux législateurs, aux ministères, aux organismes de réglementation et aux entreprises d'État, quel que soit leur pays, d'adopter et d'appliquer des instruments juridiques qui déploieront rapidement et efficacement les capacités de captage, d'utilisation et de stockage du carbone.

En plus des efforts d'atténuation à grande échelle, l'administration estime que la réalisation des ambitions climatiques mondiales nécessitera un déploiement responsable des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CCUS) et d'élimination du dioxyde de carbone (CDR), en particulier dans

certains secteurs industriels difficiles à décarboner. De même, toujours selon le DoS, la filière CDR pourrait aider à contrebalancer les émissions qui ne peuvent pas être éliminées.

5. L'administration Biden annonce l'octroi de 3 Md\$ pour le remplacement des conduites d'eau en plomb

Le 2 mai, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), a [annoncé](#) l'octroi de 3 Md\$, dans le cadre du dernier cycle de financement pour aider chaque État et territoire américain à identifier et à remplacer les tuyaux en plomb, afin de prévenir la présence de ce métal dans l'eau potable.

Le financement total de 9 Md\$ annoncé à ce jour dans le cadre du programme de remplacement de l'EPA devrait permettre de remplacer jusqu'à 1,7 million de tuyaux en plomb à l'échelle nationale. Le financement annoncé le 2 mai sera accordé spécifiquement pour l'identification et le remplacement des tuyauteries en plomb.

La loi bipartisane sur les infrastructures permet l'investissement d'un montant de 15Md\$ à cet effet, dont près de la moitié des fonds devront être ciblés sur les communautés défavorisées.

6. L'EPA publie son règlement visant à réduire les émissions de méthane et à renforcer la déclaration des émissions de gaz à effet de serre pour le secteur pétrolier et gazier

Le 6 mai, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [publié](#) un règlement visant à renforcer, étendre et mettre à jour les exigences de déclaration des émissions de méthane pour les systèmes pétroliers et de gaz naturel dans le cadre de son programme de déclaration des gaz à effet de serre (GES).

L'EPA souligne que les installations pétrolières et gazières sont la plus grande source industrielle de méthane du pays, un « super polluant » climatique qui est beaucoup plus puissant que le dioxyde de carbone et qui est responsable d'environ un tiers du réchauffement dû aux gaz à effet de serre qui se produit aujourd'hui.

L'agence estime que ce règlement permettra d'assurer une plus grande transparence à l'égard de la pollution par le méthane provenant des installations pétrolières et gazières. Le règlement devrait également améliorer la qualité des données sur les émissions déclarées dans le cadre des activités pétrolières et gazières. Il intègre les progrès des technologies de mesure des émissions de méthane.

7. Le Département d'Etat salue la signature d'accords pour des projets en République d'Angola, dans le cadre du Partenariat pour les infrastructures et l'investissement mondiaux

Le 7 mai, le Département d'Etat américain (DoS), a [salué](#) la signature d'accords définitifs pour le financement de trois grands projets d'infrastructure sur le corridor du Lobito, en Angola, dans le cadre du

Partenariat pour les infrastructures et l'investissement mondiaux (PGI). Les accords portent sur des projets totalisant plus de 1,3 Md\$ pour les énergies propres, les transmissions radio et les infrastructures de transport.

En octobre 2023, le gouvernement des États-Unis avait signé un protocole d'accord avec les gouvernements de l'Angola, de la République démocratique du Congo, de la Zambie et de la Commission européenne, aux côtés de la Banque africaine de développement et de la Société financière africaine, pour développer le corridor de Lobito, y compris des investissements clés dans les infrastructures ferroviaires des trois pays africains.

Les projets financés recouvrent le financement direct de 872M\$ de la Banque d'import-export des États-Unis (Eximbank), qui soutiendra la construction par le promoteur américain Sun Africa de deux centrales électriques à énergie solaire générant plus de 500 mégawatts d'énergie renouvelable pour le réseau national angolais. Le projet du pont Acrow prévoit l'investissement de 450M\$ dans des infrastructures de transport modernes grâce au financement et au soutien de l'EXIM, de la Société privée de financement des exportations et de la Standard Chartered Bank. Enfin, le dernier projet, de 40M\$, vise à étendre la couverture de la radio FM analogique à 95 % de la population angolaise. Cet accord fournira 168 émetteurs FM, l'installation d'antennes, de pylônes, de systèmes RF auxiliaires et la modernisation des studios à travers le pays.

Brèves

- Le 6 mai, le Département d'Etat américain (DoS), a [indiqué](#) la tenue du 10^e Dialogue sur la sécurité énergétique (ESD) entre les États-Unis et la République de Corée à l'Université Rice du 29 avril au 1er mai 2024, au Texas.
- Le 7 mai, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), a [indiqué](#) que les raffineurs de la côte ouest des États-Unis avaient utilisé en 2022 plus d'hydrogène issue de fournisseurs marchands que de leur propre production. De 2012 à 2022, l'hydrogène acheté par les raffineurs de la région a augmenté de 29 %, alors que la production d'hydrogène par les raffineries sur site, à partir du gaz naturel, a chuté de 20 %.
- Le 8 mai, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a [fait part](#) de progrès dans le respect des délais dans l'installation de nouveaux projets solaires photovoltaïques à grande échelle en 2023. En 2023, les développeurs solaires ont repoussé la date de mise en ligne prévue pour une moyenne de 19 % de la capacité solaire prévue, contre une moyenne de 23 % en 2022. Bien que la part des retards de déclaration de la capacité solaire ait diminué en 2023, elle était toujours supérieure à la part moyenne des retards entre 2018 et 2021.

Transport et infrastructure

8. Le Secrétaire aux Transports présente sa proposition de budget 2025 devant les commissions du Congrès

Le secrétaire aux Transports Pete Buttigieg a été auditionné à la [Chambre des Représentants](#) le 30 avril et au [Sénat](#) le 2 mai, au sujet du budget demandé par son Département dans le cadre de la proposition de [budget](#) pour l'année fiscale 2025 présentée par le Président Biden.

L'exécutif demande pour le Département des Transports (DoT) un budget de 146,2 Md\$ au titre de l'année fiscale 2025, en augmentation par rapport aux 144,0 Md\$ alloués pour l'année 2024. Lors de ses auditions, le Secrétaire a insisté sur les investissements dans les infrastructures ainsi que sur l'amélioration de la sécurité des transports.

En particulier :

- S'agissant du secteur routier, l'exécutif sollicite un budget de 72 Md\$, en repli de 0,1 Md\$ par rapport à 2024, centré sur la performance et la sécurité des routes et des ponts. Soulignant la « crise nationale » de la sécurité routière et les 40 000 morts comptabilisés chaque année sur les routes du pays, le Secrétaire a également évoqué le « choc » suscité par l'effondrement récent du pont de Baltimore.
- Dans le secteur aérien, le Secrétaire requiert 26,8 Md\$ pour l'administration fédérale de l'aviation (FAA), en augmentation de 2,8 Md\$ par rapport à l'année 2024. Ces crédits devront servir à la rénovation et à la modernisation des aéroports, au recrutement de 2 000 contrôleurs aériens supplémentaires, ainsi qu'au renforcement de la sécurité du transport aérien après une série d'incidents survenus cette année.
- Dans le secteur ferroviaire, un budget de 16,4 Md\$ est demandé, en baisse de 0,2 Md\$ par rapport à 2024. Outre l'expansion et l'amélioration des services ferroviaires, ces crédits permettront de financer le recrutement de 400 inspecteurs de sécurité. P. Buttigieg a en parallèle appelé le Congrès à voter un projet de loi bipartisan sur la sécurité ferroviaire, le *Railway Safety Act*, qui prévoit de renforcer l'autorité de l'administration fédérale au bénéfice de la sécurité des passagers, des travailleurs et des collectivités dans le domaine ferroviaire.

Enfin, tout au long de ses auditions, P. Buttigieg a mis l'accent sur les emplois créés par ces investissements, en tant que vecteurs d'ascension sociale et de lien au sein des communautés. Il a notamment évoqué les nombreuses créations d'emplois syndiqués attendues suite au lancement récent du chantier de la ligne à grande vitesse entre Los Angeles et Las Vegas : 10 000 en phase de construction des voies et 1 000 en phase de maintenance et d'exploitation du service ferroviaire.

9. Le Département du Trésor publie la version révisée du modèle de calcul d'émissions de gaz à effets de serre GREET pour les carburants d'aviation durable

Le département du Trésor a [publié](#) le 30 avril la nouvelle version du modèle de calcul des émissions de gaz à effets de serre (GES) GREET (Greenhouse gases, Regulated Emissions, and Energy use in Technologies). Développé conjointement par les Départements de l'Agriculture, des Transports, de l'Énergie ainsi que l'Agence de Protection de l'Environnement, ce modèle sera notamment utilisé pour déterminer l'éligibilité des biocarburants aux crédits d'impôts fédéraux instaurés par l'IRA en soutien aux carburants d'aviation durable (Sustainable Aviation Fuel - SAF).

En effet, l'IRA prévoit des crédits d'impôts à destination des SAF démontrant une diminution d'émissions de GES d'au moins 50 % sur leur cycle de vie. Leur montant par gallon produit est de 1,25\$ + 1 ct par point de pourcentage de réduction des GES au-delà de 50 %.

Cette nouvelle version de GREET introduit la notion de « pratiques agricoles durables » (Climate Smart Agriculture – CSA), qui recouvrent le « non-labour », la plantation de cultures de couverture et l'utilisation d'engrais azotés économes en énergie. Si les agriculteurs cultivant le maïs ou le soja démontrent qu'ils mettent en œuvre ces trois pratiques, le modèle GREET leur attribuera un abattement forfaitaire de 11 % sur le calcul des émissions de GES prises en compte pour déterminer leur crédit d'impôt.

Cette version du modèle GREET n'est cependant valable que pour le crédit d'impôt dit « 40B », qui prendra fin le 31 décembre 2024. Ce crédit sera remplacé à partir de 2025 par un crédit du même montant, dit « 45Z », pour lequel le modèle de calcul des émissions de GES paraîtra ultérieurement.

Brèves

- Le 3 mai, l'administration fédérale des routes (FHWA) a [publié](#) une réglementation finale sur les droits des personnes physiques ou morales expropriées dans le cadre de projets routiers recevant des financements fédéraux. Les procédures de demande de compensation seront simplifiées, les personnes déplacées devront être relogées dans le même quartier ou un quartier voisin et les montants d'indemnisation seront rehaussés de 33 % afin de tenir compte de l'inflation depuis 2012.

Industrie

10. La SIA publie un rapport qui présente l'impact positif du CHIPS Act et les défis restant pour l'industrie des semiconducteurs

Le 8 mai, la Semiconductor Industry Association (SIA) a publié, en partenariat avec le Boston Consulting Group (BCG), un [rapport](#) qui souligne les progrès permis par le CHIPS Act en matière de résilience de l'approvisionnement en semiconducteurs aux Etats-Unis. Selon la SIA, la capacité de production de l'industrie américaine devrait tripler d'ici 2032 grâce aux subventions dévolues à la production de puces *leading-edge*. Les subventions vont notamment permettre aux Etats-Unis de gagner des parts de marchés dans les domaines les plus critiques (puces logiques, DRAM, *advanced packaging*), la part de marché américaine pour les puces logiques avancées passant ainsi de 0% en 2022 à 28% d'ici 2032. Enfin, le rapport estime que les Etats-Unis devraient bénéficier de plus d'un quart des investissements réalisés dans l'industrie des semiconducteurs dans le monde sur la période 2024-2032, soit un montant de 646 Md\$. Toutefois, la SIA recommande de poursuivre les efforts par cinq voies d'actions : 1) prolonger la politique de soutien public à l'industrie des semiconducteurs ; 2) étendre les crédits d'impôts actuels à la conception de puces avancées ; 3) renforcer les politiques de formation dans les filières STEM (cf. leur [rapport d'avril 2024](#)) ; 4) poursuivre l'investissement dans les programmes de recherches prévus par le CHIPS and Science Act ; 5) garantir l'accès au marché mondial pour les industries américaines.

11. Polar Semiconductor obtient 120M \$ dans le cadre du CHIPS Act

Le 13 mai, le Département du Commerce (DoC) a [annoncé](#) une subvention fédérale de 120 M\$ pour l'entreprise américaine Polar Semiconductor, afin de permettre l'extension et la modernisation de son site de Bloomington, Minnesota. Cela permettra à l'entreprise de doubler ses capacités de production de puces matures et de capteurs d'ici deux ans. La subvention fédérale vient compléter un investissement global de 525 M\$, réparti entre des investisseurs privés américains et le Department of Employment and Economic Development (DEED) du Minnesota (75M\$), permettant à l'entreprise de passer sous pavillon américain. L'entreprise a par ailleurs déclaré vouloir bénéficier du crédit d'impôt de 25% prévu par le CHIPS Act pour son investissement initial. Ce projet, selon les estimations du DoC, va permettre la création de 160 emplois (construction et emplois qualifiés) avec le soutien du réseau Minnesota CHIPS Coalition Workforce Partnership, qui vise à développer les formations professionnelles dans l'industrie des semiconducteurs.

Brèves

Le 6 mai, le Département au Commerce (DoC) a publié une [Notice of Funding Opportunity](#) (NoFO) doté d'un budget de 285 M\$ pour la création d'un Manufacturing USA Institute dédié au développement

des technologies de « jumeau numérique » dans l'industrie des semiconducteurs. Premier Manufacturing USA Institute lancé par le DoC sous l'administration Biden, ce programme de recherche et développement est géré par le National Institute of Standards and Technology (NIST) et doit permettre aux Etats-Unis d'accélérer la recherche en matière de production de semiconducteurs sur toute la chaîne de valeur et améliorer la compétitivité de l'industrie américaine.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 8 mai, Reuters a [révélé](#) le projet d'acquisition de Paramount Global par Sony Pictures et le fonds d'investissement Apollo Global Management (AGM), sous forme de *joint-venture*, pour un montant de 26 Md\$. Selon le [NYT](#), le plan de fusion comprendrait la vente de CBS, ainsi que des chaînes MTV et Nickelodeon, ou du service de streaming Paramount Plus. Ce projet permettrait en outre de combiner les studios Paramount Pictures et Sony Pictures afin de créer un nouveau studio hollywoodien dont le poids au box-office équivaldrait à celui d'Universal Studios ou de Walt Disney Studios. L'annonce du projet par Sony intervient après la révélation d'une première offre formulée par l'entreprise Skydance Media en avril, qui bénéficiait jusqu'alors de négociations exclusives avec Paramount. Cet accord devra être étudié par le Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS), Sony Pictures étant une filiale américaine du groupe japonais Sony.

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. Les Etats-Unis rejettent le mémoire mexicain dans le cadre du panel USMCA concernant le maïs OGM

Les Etats-Unis ont déposé en date du 2 avril 2024, publié le 30 avril, un [contre-mémoire](#) qui réfute les arguments présentés en janvier par les Mexicains dans leur propre [mémoire](#). Le document mexicain visait à justifier le bien fondé du [décret](#) présidentiel de février 2023 interdisant l'importation de maïs OGM, notamment pour l'alimentation humaine, en raison du risque qu'il représenterait pour la santé des consommateurs mexicains.

Ce contre-mémoire s'inscrit dans le cadre du [panel](#) ouvert en août 2023 à la demande des Etats-Unis devant les instances de l'accord commercial Canada-Etats-Unis-Mexique ([USMCA](#)) suite à

l'impossibilité d'une résolution à l'amiable de ce différend par les deux parties.

Dans leur document de rejet du mémoire mexicain, les Américains soutiennent que le Mexique n'a pas présenté de preuves scientifiques suffisamment robustes pour justifier les restrictions sur l'importation de maïs OGM utilisé dans la fabrication des tortillas. Ils indiquent également que les producteurs américains ont, d'ores et déjà, été affectés par les restrictions commerciales imposées par le Mexique. Les juristes américains concluent enfin que le décret mexicain viole les dispositions de l'accord USMCA et menace les exportations futures des Etats-Unis.

Plusieurs organisations de la société civile mexicaine et américaine ont émis des réserves sur l'impartialité des arguments présentés par les Américains dans leur contre-mémoire. Selon « [Les amis de la terre](#) », le contre-argumentaire américain comprend environ douze citations provenant d'articles rédigés par des scientifiques dont les recherches ont été financées pendant de nombreuses années par des entreprises de semences OGM et de pesticides.

Brèves

- Le centre pour les produits biologiques vétérinaires ([CVB](#)) du Département de l'Agriculture américain a initié une [demande](#) d'information auprès d'industriels concernant leur capacité à développer, fabriquer et autoriser un vaccin contre l'IAHP chez les bovins. A ce stade, il ne s'agit pas d'un appel d'offres mais plutôt d'une étude exploratoire de marché ayant pour but d'identifier les sources et le statut actuel des vaccins contre l'IAHP afin de pouvoir réagir rapidement dans l'éventualité de futures décisions de vaccination du cheptel bovin laitier.

Numérique et innovation

13. Le Colorado a adopté une loi réglementant l'utilisation de l'IA dans le secteur privé

Le 8 mai, le Colorado a [adopté](#) une loi bipartisane encadrant l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur privé, devenant ainsi le premier État américain se dotant d'un cadre pour l'utilisation de systèmes d'IA à haut risque par des entreprises. Présentée en avril par le sénateur démocrate Robert Rodriguez, cette loi vise à renforcer la protection des consommateurs contre les dommages potentiels de l'IA, tels que la discrimination algorithmique, particulièrement dans les scénarios de prise de décision jugées « critiques ». Les développeurs et utilisateurs de systèmes d'IA à haut risque devront mettre en œuvre des cadres de gestion des risques et réaliser des évaluations d'impact. La législation est maintenant en attente de la signature du gouverneur démocrate Jared Polis.

La réaction de l'industrie a été mitigée : Craig Albright, vice-président senior des relations gouvernementales américaines chez BSA, a exprimé des préoccupations concernant certains aspects de la législation qui, selon lui, ne reflètent pas correctement les rôles des différentes entreprises au sein de la chaîne de valeur de l'IA.

14. TikTok conteste la loi forçant ByteDance à céder ses participations dans l'entreprise sous peine d'interdiction

TikTok et sa société mère ByteDance ont [intenti](#) une action en justice contre une nouvelle législation américaine qui exigeant la cession des participations de ByteDance dans TikTok sous peine d'interdiction aux États-Unis. Cette plainte, déposée auprès de la Cour d'appel du district de Columbia, argue que la loi viole les dispositions du Premier Amendement, soulignant que les préoccupations concernant la sécurité des données et la manipulation de contenu sont spéculatives et erronées.

15. Le président Biden a annoncé un investissement de 3,3 Md\$ par Microsoft pour construire un « data center »

Le président Joe Biden a [annoncé](#) un investissement de 3,3 Md\$ par Microsoft pour construire un « data center » dédié à l'intelligence artificielle à Racine, Wisconsin. Ce projet remplacera un investissement non réalisé de 10 Md\$ par Foxconn sous l'administration Trump et devrait créer 2 000 emplois pérennes. Ce nouveau centre de données est une partie de l'initiative du Président Biden « *Investing in America* », visant à stimuler l'économie par le développement de nouvelles technologies et à soutenir les l'emploi local dans des communautés en difficulté. En outre, Microsoft devrait collaborer avec des institutions locales pour former des milliers de personnes aux compétences numériques.

Brèves

- TikTok a annoncé qu'elle étiquetterait automatiquement les images et vidéos générées par intelligence artificielle, téléchargées depuis des sources externes telles qu'OpenAI et Adobe. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec la Coalition for Content Provenance and Authenticity (C2PA), dirigée par Microsoft et Adobe, pour certifier l'origine des contenus médiatiques.
- Un groupe bipartisan de sénateurs a [proposé](#) un amendement à la législation de réautorisation de la Federal Aviation Administration, visant à flécher 6 Md\$ supplémentaires dans le « Affordable Connectivity Program » (ACP). L'amendement cherche à prolonger le programme jusqu'à la fin de l'année 2024 tout en resserrant les critères d'éligibilité pour les ménages pouvant bénéficier de ces réductions. Les nouvelles règles proposées réduiraient le seuil de revenu admissible de 200 % du seuil de pauvreté fédéral à 135 %.

- William Chappell, CTO de Microsoft, a [annoncé](#) que Microsoft avait déployé le modèle GPT-4 dans un environnement isolé et sans connexion internet, dédié à un réseau exclusivement gouvernemental. Cette installation, qui représente une première pour un grand modèle de langage (LLM), a pour but de renforcer l'efficacité de l'administration sans que le système ne s'appuie sur des données disponibles sur internet.
- Le 13 mai, Booking.com, l'une des principales agences de voyage en ligne, a été [désignée](#) comme « contrôleur d'accès » (gatekeeper) dans le cadre de la loi sur les marchés numériques (DMA) de l'Union européenne.

Propriété Intellectuelle

16. L'USPTO publie une stratégie nationale pour une innovation inclusive

Le 1^{er} mai, l'USPTO (United State Patent and Trademark Office), a [lancé](#) une [Stratégie Nationale pour une innovation inclusive](#) en partenariat avec le [Conseil pour l'Innovation Inclusive \(CI2\)](#) visant à soutenir l'économie, à résoudre les grands défis mondiaux et à créer des emplois de qualité et inclusifs. Elle vise de manière prioritaire l'innovation dans les STEM (Science, Technology, Engineering, and Mathematics).

En dépit du rôle central de l'innovation dans le développement économique des Etats-Unis, la recherche sur le sujet a en effet montré que la participation à l'innovation aux États-Unis était très inégale parmi la population américaine. Co-présidé par Gina Raimondo la Secrétaire au Commerce et Kathi Vidal DG de l'USPTO et Sous-Secrétaire au Commerce pour la propriété intellectuelle, le CI2, Conseil de Haut Niveau composé de dirigeants de l'industrie, du milieu universitaire, professionnel et du gouvernement américain, est chargé de proposer des stratégies visant à accroître la participation à l'innovation des groupes sous-représentés.

Avec la Stratégie Nationale pour l'Innovation Inclusive, l'USPTO met en avant 4 piliers fondamentaux, qu'il estime chacun essentiel pour maximiser la prospérité américaine et pour lesquels l'USPTO décline des recommandations :

- Pilier 1 : S'attaquer aux disparités en matière d'éducation de la maternelle à la fin du lycée (preK-12) et à la nécessité d'inspirer les jeunes de tous les milieux à devenir des innovateurs
- Pilier 2 : Mettre l'accent sur les disparités en matière d'éducation postsecondaire pour les étudiants et les professeurs
- Pilier 3 : Promouvoir l'inclusion dans les organisations publiques et privées
- Pilier 4 : Augmenter, pour tous les Américains, les possibilités de commercialisation des innovations

17. Consultation publique de l'USPTO sur l'impact de l'IA en matière de brevets

L'Intelligence Artificielle (IA) pose de nouveaux défis et de nouvelles opportunités pour la politique de propriété intellectuelle (PI). Dans le cadre du Partenariat sur l'IA et les technologies émergentes ([AI/ET Partnership](#)), l'USPTO (United States Patent and Trademark Office) s'est activement engagé auprès de la communauté de l'innovation et des experts de l'IA sur la politique de propriété intellectuelle en vue de l'IA.

Pour s'appuyer sur ces efforts, l'USPTO sollicite des commentaires publics écrits sur la manière dont la généralisation de l'IA pourrait affecter certaines évaluations effectuées par l'Office de Propriété Industrielle, y compris ce qui est considéré comme l'état de la technique, l'évaluation du niveau de compétence d'une personne ayant des compétences ordinaires dans l'art et les déterminations de brevetabilité prises à la lumière de ces évaluations.

Par cette consultation, l'USPTO souhaite mieux évaluer la nécessité de fournir des directives supplémentaires sur ces questions, élaborer de telles directives et éclairer le travail de l'USPTO devant les tribunaux et fournir des conseils techniques au Congrès. Lancée le 30 avril, la [consultation](#) sera ouverte jusqu'au 29 juillet 2024.

18. Lancement d'une campagne pour défendre la loi Bayh-Dole donnant le pouvoir aux universités de gérer les transferts de technologie avec le secteur privé.

La loi Bayh-Dole (1980) encourage la commercialisation d'innovations financées par des fonds fédéraux, en accordant aux petites et moyennes entreprises, aux universités et aux organisations à but non lucratif, des droits de brevets, leur permettant ainsi d'accorder des licences pour commercialiser ces inventions. Elle garantit ainsi des redevances aux universités pour faire progresser la recherche fondamentale et l'éducation, et encourage les investissements du secteur privé et contribue à la transformation de la recherche fondamentale en produits testés et approuvés. Ce cadre incitatif vient avec des contreparties puisque *i)* sauf exceptions, la loi exige que ces produits soient fabriqués aux Etats-Unis, et *ii)* elle permet au gouvernement d'exiger des licences si l'invention n'est pas mise à la disposition du public (clause de « march-in rights », activable dans certaines urgences nationales).

Avant cette loi, le gouvernement était titulaire des brevets sur les inventions issues de travaux de R&D financés par des fonds fédéraux. Ces brevets restaient en sommeil, ces innovations universitaires étaient perdues ne se transformant pas pour la majorité d'entre elles en produits ou services profitant au public.

La Bayh-Dole Coalition, regroupement d'organisations et d'individus axés sur l'innovation, a récemment lancé une campagne de défense de la loi en réaction à un nouveau cadre proposé par l'Administration Biden. En effet, si le dispositif de « march-in rights »

n'avait jamais été utilisé auparavant, le 8 décembre 2023, le Département du Commerce a proposé un nouveau cadre précisant les critères à analyser pour y avoir recours. Ce cadre introduit en particulier un critère, nouveau par rapport à la loi, de « prix non raisonnable » pour les produits brevetés, présenté par l'Administration Biden comme un moyen de pressions sur les prix des médicaments.

La Bayh-Dole Coalition met en avant un impact négatif sur l'innovation américaine et les emplois, non seulement dans le domaine pharmaceutique mais également dans tous les domaines technologiques. En mars 2024, la Chambre de commerce américaine lançait également la [BASIC Coalition](#) (Business Alliance to Stop Innovation Confiscation Coalition) pour s'opposer à la proposition de l'Administration Biden.

En février 2024 les sénateurs Chris Coons (D-DE) et Thom Tillis (R-NC) avec les représentants Darrell Issa (R-CA) et Jake Auchincloss (D-MA) ont cosigné une lettre pour le Président Biden lui demandant de reconsidérer cette proposition, estimant qu'elle annulerait les avantages permis jusqu'à présent par la loi Bayh-Dole. Une [nouvelle lettre](#) signée par les mêmes sénateurs et représentants a été transmise début mai au Contrôleur Général des Etats-Unis.

Brèves

- Le 10 mai, l'USPTO a [publié](#) une nouvelle proposition de réglementation visant à ajouter une nouvelle exigence pour lever une objection de double brevetabilité non statutaire, dans l'objectif de rationaliser et d'accélérer les litiges en matière de brevets, de limiter les questions de validité et d'apporter une plus grande certitude aux concurrents et au public. Il est possible d'apporter des commentaires jusqu'au 9 juillet 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)